



ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS DANS L'INDUSTRIE DU BÉTON GAGNER DEUX EUROS... MAIS SE FAIRE VOLER SON PORTEFEUILLE !

La troisième et dernière séance de négociations dans le secteur de l'industrie du béton s'est soldée par un échec complet. Malgré des propositions syndicales détaillées et chiffrées, les représentants patronaux ont fait la sourde oreille.

Visiblement, les cadeaux offerts par l'Arizona (deux sauts d'index, assouplissement du travail en équipes et de nuit, heures supplémentaires défiscalisées...) ne leur suffisent pas : les employeurs du béton préfabriqué en veulent encore plus.

Deux euros de chèques-repas... mais seulement s'ils gagnent de l'argent dessus !

La fédération patronale (FEBE) propose d'augmenter les chèques-repas de 2 €... à condition que cela leur rapporte davantage.

En clair :

- Le travailleur recevrait au maximum 400 € de chèques-repas par an ;
- Les employeurs, eux, exigent au minimum 463 € de compensation venant du fonds sectoriel ;
- Et, cerise sur le gâteau, ils empocheraient en plus l'avantage fiscal lié aux chèques-repas.

Inacceptable !

Une attaque contre le fonds de sécurité d'existence

FEBE veut réduire structurellement de ± 40 % les cotisations versées au fonds de sécurité d'existence.

Ce fonds finance pourtant :

- les crédits-temps pour travailleurs âgés,
- les compléments en cas d'accident du travail,
- l'amélioration du congé de maternité,
- l'assurance hospitalisation sectorielle,
- ... et bien d'autres droits sociaux essentiels.

Des promesses jamais tenues

À travers la négociation sur la délégation syndicale, FEBE a déjà démontré son incapacité à garantir les accords conclus. Nous avons constaté, à plusieurs reprises, que les engagements patronaux n'étaient tout simplement pas respectés.

Pour se faire entendre : un préavis de grève

Face à cette attitude méprisante, le front commun syndical a déposé un préavis de grève.